

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau, Québec K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Vehicles & Industrial Products Division  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
7A2, Place du Portage, Phase III  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Offre a commande d'entretien de fl	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6399-11CD07/A	<b>Date</b> 2012-07-06
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6399-11CD07	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$HP-922-60810
<b>File No. - N° de dossier</b> hp922.W6399-11CD07	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-08-20</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Davidson-Tanguay, André-M	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hp922
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819)956-0545 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819)953-2953
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EN MATIÈRE D'ASSURANCES**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées

4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Limitation financière
10. Ordre de priorité des documents
11. Attestations
12. Lois applicables

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Exigences en matière d'assurance

### **Liste des annexes :**

Annexe A - Ennoncé des travaux

Annexe B - Certification de conformité

Annexe C - Offre financière

Annexe D - Exigences en matière d'assurance

---

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |  |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et   |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent:

Annexe A - Enoncé des travaux

Annexe B - Certification de conformité

Annexe C - Offre financière

Annexe D - Exigences en matière d'assurance

### **2. Sommaire**

Le ministère de la Défense nationale (MDN) doit faire effectuer des travaux de maintenance périodique et de réparation d'un vaste parc de véhicules commerciaux (c'est-à-dire non militaires). Afin de disposer d'une méthode rentable pour les services de maintenance et de

réparation, le MDN a besoin que les travaux soient exécutés en fonction des diverses catégories de service précisées dans le présent EDT. On vise à attribuer une convention d'offre à commandes (COC) à un fournisseur de services (entrepreneur) pour chacune des catégories de service. La durée totale de l'offre à commande sera de trois (3) ans avec deux (2) périodes d'une (1) année optionnelles.

### 3. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité.

### 4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-03-02) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

## **2. Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes (DOC).

## **3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

## **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

L'offrant doit également compléter et soumettre avant la date et l'heure de fermeture des soumissions le document suivant:

---

## Annexe B -Certification de conformité

### Section II : Offre financière

Les offerants doivent présenter leur offre financière en conformité avec la Base de paiement détaillée ci-dessous. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

L'offerant doit compléter et soumettre avant la date et l'heure de fermeture des soumissions le document suivant:

#### Annexe D - Offre Financière

### Païement par carte de crédit

Le Canada demande que les offerants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

Autre (ex. Cartes de Flotte, spécifier) \_\_\_\_\_

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offerant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### Section III: Attestations

Les offerants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

### **1.1 Évaluation technique**

#### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

À ce stade, on évaluera les documents papier des propositions afin d'établir si toutes les exigences décrites dans l'Annexe A - Enoncé des travaux et Annexe B - Certification de conformité sont respectées.

- (a) Les exigences obligatoires sont les exigences générales que tous les soumissionnaires doivent respecter et les exigences obligatoires propres à chaque catégorie de service pour laquelle le offrant présente une proposition. Une évaluation sera faite en fonction de toutes les exigences obligatoires, d'après l'information présentée par le offrant dans sa proposition. Si une proposition ne respecte pas tous les critères obligatoires, les motifs à cet égard seront précisés, et la proposition en question sera déclarée non conforme. Une proposition non conforme à un seul des critères obligatoires ne sera pas retenue.
- (b) Le offrant doit en outre présenter une attestation écrite en fonction des exigences quant au rendement de l'exécution des travaux de chaque catégorie de service pour laquelle il présente une proposition. Si le offrant ne présente pas d'attestation écrite pour toutes les exigences sur le rendement propre à la catégorie de service en question, sa soumission sera jugée non conforme (pour la catégorie) et elle ne sera pas retenue.

### **1.2 Évaluation financière**

**1.2.1** Le choix des propositions présentant le prix le moins élevé se fondera sur le coût de la main-d'œuvre mentionné pour chaque catégorie et le rabais offert pour les pièces de rechange. On évaluera le prix de chaque proposition jugée conforme de la façon ci-dessous.

- a) Catégories I-II et V-VI:

Pour les catégories I-II du Groupe I et V-VI du Groupe II

i) Main-d'œuvre - Les frais de main-d'œuvre seront évalués comme suit:

Les taux horaires de main-d'œuvre seront classés du plus bas au plus élevé pour chaque manufacturier. Si le taux horaire de l'offrant diffère d'une catégorie à l'autre, la moyenne des deux taux sera déterminée.

On attribuera ensuite une note au taux horaire de l'offrant comme suit:

Note pour le coût de la main-d'œuvre (max. 60) = Coût de la main-d'œuvre du offrant le moins disant x (60 / Coût de la main-d'œuvre de l'offrant)

ii) Pièces de rechange - Le rabais pour les pièces de rechange sera évalué comme suit:

Une note sera attribuée au rabais pour les pièces de rechange (en fonction d'une remise sur le prix suggéré) pour chaque manufacturier en utilisant la formule décrite ci-dessous. Si le rabais pour les pièces de rechange de l'offrant diffère d'une catégorie à l'autre, la moyenne des deux rabais sera déterminée.

Note pour le rabais (max. 40) = (% moyen de rabais / 100) x 40

L'émission d'offres à commandes pour les catégories I-II du Groupe I ainsi que les catégories V-VI du Groupe II se fera d'après la note globale la plus élevée, qui sera calculée ainsi :

Note Globale = Note pour le coût de la main-d'œuvre + Note pour le rabais

Catégories IV et VIII

i) Main-d'œuvre - Les frais de main-d'œuvre seront évalués comme suit:

Les taux horaires de main-d'œuvre seront classés du plus bas au plus élevé. On attribuera ensuite une note au taux horaire de l'offrant comme suit:

Note pour le coût de la main-d'œuvre (max. 60) = Coût de la main-d'œuvre du offrant le moins disant x (60 / Coût de la main-d'œuvre de l'offrant)

ii) Pièces de rechange - Le rabais pour les pièces de rechange sera évalué comme suit:

Une note sera attribuée au rabais pour les pièces de rechange (en fonction d'une remise sur le prix suggéré) en utilisant la formule décrite ci-dessous.

Note pour le rabais (max. 40) = (% moyen de rabais / 100) x 40

L'émission d'offres à commande pour la catégorie IV du Groupe I et la catégorie VIII du Groupe II se fera d'après la note globale la plus élevée, qui sera calculée ainsi :

Note Globale = Note pour le coût de la main-d'œuvre + Note pour le rabais

c) Catégories III VII et IX

L'émission d'offres à commande pour les catégories III VII et IX se fondera sur le prix le moins disant par véhicule pour la catégorie en question.

**2. Méthode de sélection**

**2.1** Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec la note la plus élevée pour les catégories I-II, IV, V-VI et VIII sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. L'offre recevable avec le prix évalué le moins disant pour les catégories III, VII et IX sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

**2.2** Les offrants peuvent présenter une offre qui porte sur une ou toutes les catégories de services précisées dans l'énoncé des travaux (EDT). Toutefois, chaque catégorie sera évaluée séparément. Les offres à commandes seront attribués de la façon suivante :

- (a) Groupe I - Catégories I & II - Une COC par manufacturier.
- (b) Groupe I - Catégorie III & IV - Une COC par catégorie.
- (c) Groupe II - Catégorie V & VI - Une COC par manufacturier.
- (d) Groupe I - Catégorie VII & VIII - Une COC par catégorie.
- (e) Groupes I et II - Catégorie IX - Une COC.

On peut attribuer à un offrant une COC pour plus d'une catégorie, et même pour toutes les catégories, en fonction de l'évaluation en rapport avec chaque catégorie.

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

### **1. Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes**

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

#### **1.1. Programme de contrats fédéraux - attestation**

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a. ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c. ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d. ☐ est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

---

## **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EN MATIÈRE D'ASSURANCES**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité.

### **2. Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à "Annexe D - Exigences en matière d'assurance". L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

**1.1** L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'Annexe A - Énoncé des travaux et l'Annexe B - Certification de conformité.

#### **2. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

#### **3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre les achats payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir les numéros de factures, leur charges ainsi qu'un total des charges pour le trimestre. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes ainsi qu'au chargé de projets dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

## **4. Durée de l'offre à commandes**

### **4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées trois (3) ans après la date d'émission de l'offre à commandes.

### **4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année, à partir du \_\_\_\_\_ jusqu'au \_\_\_\_\_ (à être inséré par TPSGC au moment de l'émission de l'offre à commande), aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 60 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

## **5. Responsables**

### **5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom: André-Michel Davidson-Tanguay  
Titre: Officier Interne  
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements, Direction TPLEP,  
Division HP  
7A2, Place du Portage,  
Phase 3, 11 rue Laurier  
Gatineau, QC, K1A 0S5

Téléphone : 819-956-0545  
Télécopieur : 819-953-2953  
Courriel: André-Michel.DavidsonTanguay@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de

toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

## 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (à être inséré par TPSGC au moment de l'émission de l'offre à commande)

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

## 5.3 Représentant de l'offrant

Pour le placement de commandes

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Département de la Défense Nationale

Canadian Special Operations Forces Command (CANSOFCOM)

COS FD

101 Colonel By Drive

Ottawa, ON K1A 0K2

## **7. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou d'un formulaire ministériel équivalent ou électronique, conformément aux exigences du client.

## **8. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 50,000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

## **9. Limitation financière**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 3,465,000.00 \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## **10. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2012-03-02), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux
- g) l'Annexe « B », Certification de Conformité;
- h) l'Annexe « C », Offre Financière;
- i) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;

j) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_

## **11. Attestations**

### **11.1 Conformité**

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

## **12. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (à être inséré par TPSGC au moment de l'émission de l'offre à commande) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **2. Clauses et conditions uniformisées**

#### **2.1 Conditions générales**

2010C (2012-03-02), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 2010C 13 (2008-12-12), Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2012-03-02), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

### **3. Durée du contrat**

#### **3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **4. Paiement**

#### **4.1 Base de paiement**

L'entrepreneur sera payé, comme suit, pour les services d'entretien et les services connexes exécutés relatifs à l'équipement listé à l'annexe A - Enoncé des travaux pendant la principale période d'entretien (PPE) et en dehors de la PPE.

#### **Main-d'oeuvre**

L'entrepreneur sera payé pour les heures réellement travaillées aux taux horaires fermes tels qu'indiqués à l'Annexe C - Offre financière. Tout le temps facturable sera arrondi au dixième d'heure près.

#### **Matériel et pièces de rechange**

Le matériel et les pièces de rechange doivent être fournis au prix de détail moins un rabais tel qu'indiqué dans l'Annexe C - Offre financière. Tous les prix des pièces et du matériel sont franco à bord destination. La taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) est en sus, s'il y a lieu.

#### **4.2 Limite de prix**

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

#### **4.3 Modalités de paiement (paiement unique)**

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

#### **4.4 Paiement par carte de crédit**

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_.

### **5. Instructions pour la facturation**

---

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

## **6. Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à "l'Annexe D - Exigences en matière d'assurance". L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## Annexe A – Énoncé des travaux

### 1.0 PORTÉE

#### 1.1. But

Le présent énoncé des travaux (EDT) décrit la portée et les exigences liées à l'exécution de la maintenance préventive et corrective d'un parc de véhicules de diverses marques et modèles commerciaux, dont des voitures, des camionnettes, des véhicules utilitaires sport, des fourgonnettes et camions, des semi-tracteurs et des remorques.

#### 1.2. Contexte

Le ministère de la Défense nationale (MDN) doit faire effectuer des travaux de maintenance périodique et de réparation d'un vaste parc de véhicules commerciaux (c'est-à-dire non militaires). Afin de disposer d'une méthode rentable pour les services de maintenance et de réparation, le MDN a besoin que les travaux soient exécutés en fonction des diverses catégories de service précisées dans le présent EDT. On vise à attribuer une convention d'offre à commandes (COC) à un fournisseur de services (entrepreneur) pour chacune des catégories de service.

### 2.0 DOCUMENTS APPLICABLES

#### 2.1. Applicabilité

Les documents ci-après font partie de l'EDT, selon ce qui est précisé, et ils accompagnent l'EDT lorsqu'ils sont mentionnés à la section 3.0 et aux sections suivantes. Tous les autres documents de référence ne sont indiqués qu'à titre d'information. Sauf en cas d'indication contraire, la distribution ou la modification des documents qui ont trait au contrat doivent porter sur les documents en vigueur au moment de l'adjudication du contrat. En cas de divergence entre le document mentionné ci-dessous et le contenu de l'EDT, ce dernier a priorité.

#### 2.2. Documents de référence

- Chilton Labour Guide  
(<http://chilton.cengage.com>)
- *Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle* de la province d'Ontario  
([http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws\\_statutes\\_98a22f.htm](http://www.e-laws.gov.on.ca/html/statutes/french/elaws_statutes_98a22f.htm))
- Norme 11b du Code canadien de sécurité  
(<http://www.ccmta.ca/english/pdf/Standard%2011%20%intro.pdf>)
- *Code de la route de l'Ontario*, Règlement 80/11 de l'Ontario  
([http://www.e-laws.gov.on.ca/html/source/regs/english/2011/elaws\\_src\\_regs\\_r11080\\_e.htm](http://www.e-laws.gov.on.ca/html/source/regs/english/2011/elaws_src_regs_r11080_e.htm))
- Programme Air pur du ministère de l'Environnement de l'Ontario  
([http://www.ene.gov.on.ca/environment/fr/category/drive\\_clean/index.htm](http://www.ene.gov.on.ca/environment/fr/category/drive_clean/index.htm))
- *Loi sur la protection de l'environnement* du ministère de l'Environnement de l'Ontario, article 9  
([http://www.ene.gov.on.ca/stdprodconsume/groups/lr/@ene/@resources/documents/resource/std01\\_079176.pdf](http://www.ene.gov.on.ca/stdprodconsume/groups/lr/@ene/@resources/documents/resource/std01_079176.pdf))
- Transports Canada, Association canadienne de normalisation (CSA), norme B620-03 – Citernes routières et citernes amovibles pour le transport des marchandises dangereuses  
(<http://www.tc.gc.ca/fra/tmd/contenant-citerne-casb620-472.htm>)
- Norme ASTM B117, Standard Practice for Operating Salt Spray (Fog) Apparatus  
(<http://www.astm.org>)

### 2.3. Définitions

Les définitions ci-après s'appliquent au présent EDT.

Constructeur	Fabricant et/ou intégrateur du véhicule neuf.
Directive	Instructions communiquées par le représentant de l'unité au sujet de la façon d'effectuer les réparations nécessaires indiquées par l'entrepreneur et qui dépassent le cadre des activités précisées dans l'ordre de travail.
Maintenance corrective	Maintenance destinée à corriger une panne mécanique ou électrique de systèmes, sous-systèmes et composants de véhicule afin de remettre le véhicule en état de marche.
Maintenance préventive	Maintenance périodique recommandée (par le constructeur) afin de réduire le risque de panne mécanique et électrique qui provoquerait un état dangereux ou anormal en raison de la détérioration de composants ainsi que d'une utilisation et d'un usage normaux.
Véhicules du groupe I	Ce groupe de véhicules comprend des voitures, des camionnettes, des véhicules utilitaires sport et des remorques dont le poids nominal brut est inférieur à 6 350 kg (14 000 lb). Les véhicules de ce groupe sont ceux des constructeurs ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>– Ford;</li><li>– General Motors;</li><li>– Chrysler et Dodge;</li><li>– Honda;</li><li>– Toyota;</li><li>– Nissan;</li><li>– Hyundai.</li></ul>
Véhicules du groupe II	Ce groupe de véhicules comprend des fourgonnettes et camions, des semi-tracteurs et des remorques, ainsi que d'autres véhicules, dont le poids nominal brut est supérieur à 6 350 kg (14 000 lb). Les véhicules de ce groupe sont ceux des constructeurs ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>– International</li><li>– Kenworth;</li><li>– Detroit;</li><li>– Volvo.</li></ul>

### 2.4. Acronymes

AC	Attribution du contrat
AP	Autorité d'approvisionnement
COC	Convention d'offre à commandes
EDT	Énoncé des travaux
EM	Expert en la matière
FC	Forces canadiennes
MDN	Ministère de la Défense nationale
PNBV	Poids nominal brut du véhicule
RT	Responsable technique
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

### 3.0 LIVRABLES

#### 3.1. Livrables spécifiques

Les types de travaux à effectuer sont notamment ceux-ci :

- (a) Véhicules du groupe I :
  - i. Catégorie de service I – Maintenance préventive (inspection et services)
  - ii. Catégorie de service II – Maintenance corrective, y compris l'inspection de sécurité du ministère des Transports de l'Ontario
  - iii. Catégorie de service III – Test antipollution du ministère de l'Environnement de l'Ontario
  - iv. Catégorie de service IV – Carrosserie et peinture
- (b) Véhicules du groupe II :
  - i. Catégorie de service V – Maintenance préventive (inspection et services)
  - ii. Catégorie de service VI – Maintenance corrective, y compris l'inspection de sécurité du ministère des Transports de l'Ontario
  - iii. Catégorie de service VII – Test antipollution du ministère de l'Environnement de l'Ontario
  - iv. Catégorie de service VIII – Carrosserie et peinture
- (c) Catégorie de service IX – Traitement anticorrosion à jet d'huile.

#### 3.2. Demande

La demande prévue estimée est décrite ci-dessous.

Groupe	Catégorie de service	1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	1 <sup>re</sup> année d'option	2 <sup>e</sup> année d'option
I	I	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$
I	II	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$
I	III	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$
I	IV	70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$
II	V	55 000 \$	55 000 \$	55 000 \$	55 000 \$	55 000 \$
II	VI	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$
II	VII	13 000 \$	13 000 \$	13 000 \$	13 000 \$	13 000 \$
II	VIII	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
Les deux	IX	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$

Les détails concernant les pièces et la main-d'œuvre, pour chaque constructeur le cas échéant, sont fournis à l'Appendice 1.

### 4.0 EXIGENCES

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux exigences quant au rendement de travail précisées pour chaque catégorie de service ci-dessous.

#### 4.1. Véhicules du groupe I

##### 4.1.1. Catégorie de service I – Maintenance préventive (inspection et services)

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections, sur demande, conformément à la liste de vérification de l'inspection des véhicules du groupe I qui figure à l'Appendice 2.
- (c) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance préventive. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (d) Si, pendant les travaux de maintenance préventive approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).

##### 4.1.2. Catégorie de service II – Maintenance corrective y compris l'inspection de sécurité du ministère des Transports

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance corrective ou d'inspection. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) Si, pendant une inspection ou les travaux de maintenance corrective approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).
- (d) L'entrepreneur doit fournir une garantie d'un an ou 20 000 km (le premier des deux prévalant) pour les travaux de maintenance corrective, suite à la livraison du véhicule réparé au représentant autorisé de l'unité.

#### 4.1.3. Catégorie de service III – Test antipollution du ministère de l'Environnement

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des tests antipollution. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) Si, pendant les tests antipollution du ministère de l'Environnement, on s'aperçoit que des travaux doivent être effectués en rapport avec le véhicule afin de réparer un ou des systèmes pour que le dispositif antipollution respecte les limites imposées, l'entrepreneur doit demander des directives au représentant autorisé de l'unité au sujet de la réparation.
- (d) Si l'entrepreneur qui a effectué le test antipollution dispose de l'installation et de l'équipement pour exécuter les travaux de réparation, il doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).

#### 4.1.4. Catégorie de service IV – Carrosserie et peinture

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule, s'il est en bon état de service, aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de carrosserie et de peinture. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) L'entrepreneur doit garantir les travaux de carrosserie et de peinture pendant un an à partir de la livraison du véhicule au représentant autorisé de l'unité, sauf les travaux de réparation de la corrosion, qui sont pris en compte par la garantie générale de l'entrepreneur au sujet des travaux exécutés.

#### 4.2. Véhicules du groupe II

##### 4.2.1. Catégorie de service V – Maintenance préventive (inspection et services)

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit effectuer les inspections conformément à la liste de vérification de l'inspection de camion qui figure à l'Appendice 2.
- (c) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance préventive. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (d) Si, pendant les travaux de maintenance préventive approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).

#### 4.2.2. Catégorie de service VI – Corrective Maintenance

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance corrective ou d'inspection. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) Si, pendant une inspection ou les travaux de maintenance corrective approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).
- (d) L'entrepreneur doit fournir une garantie d'un an ou 20 000 km (le premier des deux prévalant) pour les travaux de maintenance corrective, suite à la livraison du véhicule réparé au représentant autorisé de l'unité.

#### 4.2.3. Catégorie de service VII – Test antipollution du ministère de l'Environnement

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des tests antipollution. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) Si, pendant les tests antipollution du ministère de l'Environnement, on s'aperçoit que des travaux doivent être effectués en rapport avec le véhicule afin de réparer un ou des systèmes pour que le dispositif antipollution respecte les limites imposées, l'entrepreneur doit demander des directives au représentant autorisé de l'unité au sujet de la réparation.
- (d) Si l'entrepreneur qui a effectué le test antipollution dispose de l'installation et de l'équipement pour exécuter les travaux de réparation, il doit présenter au représentant autorisé de l'unité une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).

#### 4.2.4. Catégorie de service VIII – Carrosserie et peinture

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule, s'il est en bon état de service, aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.
- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de carrosserie et de peinture. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
  - i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.
- (c) L'entrepreneur doit garantir les travaux de carrosserie et de peinture pendant un an à partir de la livraison du véhicule au représentant autorisé de l'unité, sauf les travaux de réparation de la corrosion, qui sont pris en compte par la garantie générale de l'entrepreneur au sujet des travaux exécutés.

#### 4.3. Véhicules des groupes I et II

##### 4.3.1. Catégorie de service IX – Traitement anticorrosion à jet d'huile

L'entrepreneur doit fournir les services conformément aux indications ci-après.

- (a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité. Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.

- (b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité une estimation du coût et de la date d'achèvement du traitement à jet d'huile. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :
- i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité.
  - ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.

## APPENDICE 1 RÉPARTITION DE LA DEMANDE PRÉVUE

La demande prévue (estimée), par année (et par constructeur le cas échéant) est précisée au tableau ci-dessous.

Groupe I							
	Catégorie I		Catégorie II		Catégorie III	Catégorie IV	
Constructeur	Main-d'œuvre	Pièces	Main-d'œuvre	Pièces	S.O.	Main-d'œuvre	Pièces
Ford	72 000 \$	48 000 \$	48 000 \$	32 000 \$	7 500 \$	35 000 \$	35 000 \$
General Motors	45 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	20 000 \$			
Chrysler et Dodge	36 000 \$	24 000 \$	24 000 \$	16 000 \$			
Honda	5 000 \$	4 000 \$	4 000 \$	2 000 \$			
Toyota	5 000 \$	4 000 \$	4 000 \$	2 000 \$			
Nissan	11 000 \$	7 000 \$	7 000 \$	5 000 \$			
Hyundai	5 000 \$	4 000 \$	4 000 \$	2 000 \$			
Groupe II							
	Catégorie V		Catégorie VI		Catégorie VII	Catégorie VIII	
Constructeur	Main-d'œuvre	Pièces	Main-d'œuvre	Pièces	S.O.	Main-d'œuvre	Pièces
International	10 000 \$	15 000 \$	33 000 \$	49 000 \$	13 000 \$	5 000 \$	5 000 \$
Kenworth	1 000 \$	1 000 \$	3 000 \$	4 000 \$			
Detroit	4 000 \$	6 000 \$	12 000 \$	18 000 \$			
Volvo	7 000 \$	11 000 \$	22 000 \$	34 000 \$			
Groupes I et II							
Constructeur	Catégorie IX						
Tous	20 000 \$						

## APPENDICE 2 LISTES DE VÉRIFICATION DE L'INSPECTION

<b><u>LISTE DE VÉRIFICATION DE L'INSPECTION DES VÉHICULES DU GROUPE I</u></b>		
DATE :	MARQUE/MODÈLE/ANNÉE DU VÉHICULE :	
N <sup>o</sup> PLAQUE :	KM/HEURES :	NIV :
<b>ESSAI SUR ROUTE/COMMENTAIRES</b>		
<b>INTÉRIEUR DE LA CABINE</b>	<b>VÉRIFIÉ</b>	
Lumières, radio, klaxon		
Chauffage, climatisation, filtre à air de la cabine		
Ceintures de sécurité		
Système extincteur d'incendie et extincteur		
Propreté		
<b>COMPARTIMENT MOTEUR</b>		
Niveau/état de l'huile moteur		
Filtre à air		
Filtres à carburant		
Batterie (nettoyer et test de charge)/raccords de câble		
Niveau/état du liquide de freins		
Niveau/état du liquide de direction		
Niveau/état du liquide de transmission		
Courroies et boyaux		
Radiateur/bouchon/condenseur de climatisation		
Niveau/état/test du liquide de refroidissement		_____ °C
Liquide lave-glace		
<b>EXTÉRIEUR DE LA CABINE</b>		
Phares		
Balais et bras d'essuie-glace		
Bouchon de carburant/bouchon FED		
Treuil		
Connecteur électrique de remorque, fiches d'alimentation		
Fermoirs de lubrification/charnières/verrous		
Rétroviseurs latéraux et arrière		
État du pare-brise/des portes et de la glace arrière		
Dommages à la carrosserie		
<b>TRANSMISSION ET CHÂSSIS PORTEUR</b>		
Suspension		
Composants de la direction		
Arbres homocinétiques et essieux rigides		
Rotation des roues (oui ou non)		<b><u>EFFECTUER LA ROTATION DES ROUES SUR UN CÔTÉ TOUS LES 5 000 KM</u></b>
Coussinets de roue et joints sphériques		
Épaisseur des plaquettes/segments de frein		% avant _____ % arrière _____
Usure des pneus		avant ____/32 po arrière ____/32 po
Pression des pneus		avant : _____ lb/po <sup>2</sup> arrière : _____ lb/po <sup>2</sup> pneu de secours : _____ lb/po <sup>2</sup>
Système de vérification de la pression des		

pneus		
Lubrification/vérification des arbres de transmission et des joints universels		
Niveau/état des différentiels		avant : _____ arrière : _____
Niveau/état du boîtier de transmission		
Système d'échappement		
Date de l'autocollant de l'inspection de sécurité		
<b>DATE :</b>	<b>PROCHAIN ENTRETIEN :</b>	<b>TECHNICIEN :</b>

<b><u>LISTE DE VÉRIFICATION DE L'INSPECTION DES VÉHICULES DU GROUPE II</u></b>		
DATE :	MARQUE/MODÈLE/ANNÉE DU VÉHICULE :	
N <sup>o</sup> PLAQUE :	KM/HEURES :	NIV :
<b>ESSAI SUR ROUTE/COMMENTAIRES</b>		
<b>INTÉRIEUR DE LA CABINE</b>	<b>VÉRIFIÉ</b>	
Lumières/phares/marqueurs/plaque d'immatriculation		
Klaxon et autres composants de sécurité		
Radio/radio BP		
Chauffage/climatisation/filtre à air de la cabine		
Système de siège et ceintures de sécurité		
Système extincteur d'incendie et extincteur		
Propreté		
<b>COMPARTIMENT MOTEUR</b>		
Niveau/état de l'huile moteur		
Filtre à air		
Filtres à carburant		
Batterie (nettoyer et test de charge)/raccords de câble		
Niveau/état du liquide de freins		
Niveau/état du liquide de direction		
Niveau/état du liquide de transmission		
Courroies et boyaux		
Radiateur/bouchon/condenseur de climatisation		
Niveau/état/test du liquide de refroidissement		_____ °C
Niveau/fonctionnement du système de démarrage à froid à injection d'éther		
Liquide lave-glace		
<b>EXTÉRIEUR DE LA CABINE</b>		
Phares/état du ruban réflecteur		
Balais et bras d'essuie-glace		
Bouchon de carburant/bouchon FED		
Treuil		
Connecteur électrique de remorque, fiches d'alimentation		
Fermeurs de lubrification/charnières/verrous		
Réchauffeur de carburant		
Génératrice (date du prochain entretien et état		

général)		
Rétroviseurs latéraux et arrière		
État du pare-brise et de la glace arrière		
Portes (y compris le mécanisme d'ouverture et de fermeture)		
Dommages à la carrosserie		
Fixation de remorque à sellette (entretien, réparation, fonctionnement)		
<b>TRANSMISSION ET CHÂSSIS PORTEUR</b>		
Suspension (ressorts/coussins pneumatiques, etc.)		
Composants de la direction		
Arbres homocinétiques et essieux rigides		
Rotation des roues (oui ou non)		<u><b>EFFECTUER LA ROTATION DES ROUES SUR UN CÔTÉ TOUS LES 5 000 KM</b></u>
Roulements/joints à rotule des roues		
Régleurs de semelle de frein (état, réglage)		
Chambres des freins pneumatiques, réservoirs d'air, mains d'accouplement, séchoir		
Niveau/fonctionnement du méthanol des freins pneumatiques		
Test du système de frein pneumatique (sans ventilateur)		
Épaisseur des plaquettes/segments de frein		% avant _____ % arrière _____
Usure des pneus		avant ____/32 po arrière ____/32 po
Pression des pneus		avant : _____ lb/po <sup>2</sup> arrière : _____ lb/po <sup>2</sup> pneu de secours : _____ lb/po <sup>2</sup>
Système de vérification de la pression des pneus		
Lubrification/vérification des arbres de transmission et des joints universels		
Niveau/état des différentiels		avant : _____ arrière : _____
Niveau/état du boîtier de transmission/de la prise de force		
Système d'échappement		
Date de l'autocollant de l'inspection de sécurité		
<b>DATE :</b>	<b>PROCHAIN ENTRETIEN :</b>	<b>TECHNICIEN :</b>

## Annexe B – Certification de conformité

Le offrant doit indiquer « oui » ou « non » dans la colonne de la conformité et présenter toute l'information et/ou la certification nécessaire pour démontrer le respect des exigences.

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
4.0	EXIGENCES		
	<u>Exigences générales</u> Tous les entrepreneurs doivent respecter les exigences décrites ci-dessous.		
	(a) L'installation de l'entrepreneur doit se trouver à 50 km ou moins du 8355, route Franktown, Richmond (Ontario).	Le offrant doit présenter une attestation écrite du lieu de son installation et de la distance entre son installation et le 8355, route Franktown, Richmond (Ontario).	
	(b) Les heures d'ouverture de l'entrepreneur doivent être les suivantes : lundi au vendredi de 8 h à 17 h (heure normale de l'Est, HNE) (à tout le moins, sauf les jours fériés).	Le offrant doit présenter une attestation écrite de ses heures d'ouverture.	
	(c) Pour chaque demande de réparation présentée, l'entrepreneur doit indiquer un point de contact (PDC) au représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé au moment de l'attribution du contrat).	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(d) Dans le cadre de travaux, les pièces et les composants ne doivent être remplacés, s'il y a lieu, que par des pièces neuves du constructeur. Si on ne peut pas se procurer de pièce neuve du constructeur, on peut utiliser une pièce équivalente du constructeur (forme, dimensions et fonction semblables) si on dispose au préalable d'une autorisation écrite de la part du représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé au moment de l'attribution du contrat).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il n'utilisera que des pièces du constructeur, sauf en cas d'autorisation accordée au préalable par le représentant de l'unité.	
	(e) L'entrepreneur doit fournir des services conformément aux exigences ci-dessous : i. La prise de possession/la livraison (au 8355, route Franktown, Richmond (Ontario)) doit avoir lieu au plus tard 24 heures après la demande de service.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	<p>ii. Le coût final de la réparation doit correspondre au coût estimé plus 10 p. 100, pour 90 p. 100 des commandes de travail exécutées.</p> <p>iii. Les travaux inférieurs à la normale ou inacceptables doivent représenter moins de 2 p. 100 du coût du travail d'une réparation, y compris les travaux qui n'ont pas été déterminés au moment de l'inspection ou les travaux inutiles qui sont demandés.</p> <p>iv. L'entrepreneur doit effectuer les réparations en respectant le délai estimé, en conformité avec le Chilton Labour Guide, plus six heures, conformément à la pratique qui a cours au sein de l'industrie.</p> <p>v. L'équipement doit être livré durant les heures normales d'ouverture de la journée à laquelle le travail est terminé ou la journée suivante si le travail est terminé après les heures normales d'ouverture. On n'exige pas d'effectuer la livraison la fin de semaine.</p>		
4.1	<u>Véhicules du groupe I</u>		
4.1.1	<p>Catégorie de service I – Maintenance préventive (inspection et services)</p> <p>Les exigences obligatoires sont décrites ci-dessous.</p> <p>(a) L'entrepreneur doit être un établissement de réparation autorisé par le constructeur des véhicules du groupe I dont il doit effectuer la maintenance.</p> <p>(b) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des activités de maintenance préventive doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d'apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.</p> <p>Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.</p>	<p>Le offrant doit présenter des copies des autorisations du constructeur.</p> <p>Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.</p>	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections, sur demande, conformément à la liste de vérification de l'inspection des véhicules du groupe I qui figure à l'appendice 1.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va respecter la liste de vérification de l'inspection des véhicules.	
	(c) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance préventive. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TV/H) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(d) Si, pendant les travaux de maintenance préventive approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, pour tout travail supplémentaire et qu'il n'effectuera aucun travail supplémentaire tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
4.1.2	Catégorie de service II – Maintenance corrective, y compris l'inspection de sécurité du ministère des Transports.		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit être un établissement de réparation autorisé par le constructeur des véhicules du groupe I dont il doit	Le offrant doit présenter des copies des autorisations du constructeur.	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	effectuer la maintenance.		
	(b) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des activités de maintenance corrective ou d'inspection doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d'apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(c) L'entrepreneur doit effectuer les inspections de sécurité des véhicules du groupe I, conformément à la norme 1 lb du Code canadien de sécurité et au Code de la route, Règlement de l'Ontario 80/11.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il effectuera des inspections de sécurité, conformément aux normes précisées.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance corrective et d'inspection. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(c) Si, pendant les inspections ou la maintenance corrective approuvée, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, pour tout travail supplémentaire et qu'il n'effectuera aucun travail	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).	supplémentaire tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(d) L'entrepreneur doit fournir une garantie d'un an ou 20 000 km (le premier des deux prévalant) pour les travaux de maintenance corrective, suite à la livraison du véhicule réparé au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il fournira la garantie précisée.	
4.1.3	Catégorie de service III – Tests antipollution du ministère de l'Environnement		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit détenir une certification du programme Air pur du ministère de l'Environnement qui précise que ses installations sont autorisées à effectuer des tests antipollution des véhicules du groupe I, conformément au programme Air pur du ministère de l'Environnement.	Le offrant doit présenter une copie de la certification valide du programme Air pur du ministère de l'Environnement.	
	(b) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des activités des tests antipollution doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d'apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de	Le offrant doit présenter une attestation écrite	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	<p>L'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des tests antipollution. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants :</p> <p>i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat).</p> <p>ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.</p>	<p>indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.</p>	
	<p>(c) Si, pendant les tests antipollution du ministère de l'Environnement, on s'aperçoit que des travaux doivent être effectués en rapport avec le véhicule afin de réparer un ou des systèmes pour que le dispositif antipollution respecte les limites imposées, l'entrepreneur doit demander des directives au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) au sujet de la réparation.</p>	<p>Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va demander des directives dans les cas où des travaux de réparation supplémentaires, selon ce qui est précisé.</p>	
	<p>(d) Si l'entrepreneur qui a effectué le test antipollution dispose de l'installation et de l'équipement pour exécuter les travaux de réparation, il doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).</p>	<p>Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai de tout travail supplémentaire, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.</p>	
4.1.4	Catégorie de service IV – Carrosserie et peinture		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	<p>(a) L'entrepreneur doit posséder une installation de réparation de carrosserie automobile commerciale pouvant réparer les véhicules du groupe I, qui offre des services depuis au moins cinq ans.</p>	<p>Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il possède une installation de réparation de carrosserie automobile commerciale pouvant réparer les véhicules du groupe I, qui offre des services depuis au moins cinq ans.</p>	
	<p>(b) L'entrepreneur doit être en mesure d'effectuer des</p>	<p>Le offrant doit présenter une attestation écrite</p>	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	réparations de plastique et de fibre de verre.	indiquant qu'il est en mesure d'effectuer des réparations de plastique et de fibre de verre.	
	(c) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux de carrosserie doivent détenir une reconnaissance professionnelle de réparateur de carrosserie automobile et de dommages résultant d'une collision, cat. 1, ou de réparateur de carrosserie automobile, cat. 2, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de reconnaissance professionnelle de réparateur de carrosserie automobile et de dommages résultant d'une collision, cat. 1, ou de réparateur de carrosserie automobile, cat. 2, pour le personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(d) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux de peinture doivent avoir suivi le cours d'apprentissage de peintre de carrosserie à un établissement de formation reconnu.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de l'apprentissage de peintre de carrosserie pour le personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(e) L'entrepreneur doit détenir un certificat d'autorisation valide du ministère de l'Environnement de sa cabine de peinture au pistolet de finition d'automobile, conformément à la <i>Loi sur la protection de l'environnement</i> du ministère de l'Environnement, article 9.	Le offrant doit présenter une copie d'un certificat d'approbation valide de sa cabine de peinture au pistolet de finition d'automobile.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de carrosserie/peinture. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l’AP.		
	(c) L’entrepreneur doit garantir les travaux de carrosserie et de peinture pendant un an à partir de la livraison du véhicule au représentant autorisé de l’unité (qui sera précisé au moment de l’attribution du contrat), sauf les travaux de réparation de la corrosion, qui sont pris en compte par la garantie générale de l’entrepreneur au sujet des travaux exécutés.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu’il fournira la garantie précisée.	
4.2	<u>Véhicules du groupe II</u>		
4.2.1	<u>Catégorie de service V – Maintenance préventive (inspection et services)</u>		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L’entrepreneur doit être un établissement de réparation autorisé par le constructeur des véhicules du groupe II dont il doit effectuer la maintenance.	Le offrant doit présenter des copies des autorisations du constructeur.	
	(b) L’entrepreneur doit effectuer les travaux de maintenance préventive des véhicules de ravitaillement en carburant du groupe II, conformément à Transports Canada, à la norme B620-03 de l’Association canadienne de normalisation (CSA).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu’il va exécuter les travaux de maintenance préventive conformément aux normes précisées.	
	(c) Les personnes désignées par l’entrepreneur pour l’exécution des activités de maintenance préventive doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d’apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l’apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d’Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	Les exigences quant au rendement de l’exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L’entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l’unité (qui sera précisé à l’attribution du contrat). Les conducteurs de l’entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.		
	(b) L'entrepreneur doit effectuer toutes les inspections, sur demande, conformément à la liste de vérification de l'inspection des véhicules du groupe II qui figure à l'appendice 1.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va respecter la liste de contrôle de l'inspection de camion.	
	(c) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance préventive. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(d) Si, pendant les travaux de maintenance préventive approuvés, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai de tout travail supplémentaire, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
4.2.2	Catégorie de service VI – Maintenance corrective		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit être un établissement de réparation autorisé par le constructeur des véhicules du groupe II dont il doit effectuer la maintenance.	Le offrant doit présenter des copies des autorisations du constructeur.	
	(b) L'entrepreneur doit effectuer les travaux de maintenance corrective des véhicules de ravitaillement en carburant du groupe II, conformément à Transports Canada, à la norme B620-03 de l'Association canadienne de normalisation (CSA).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va exécuter les travaux de maintenance corrective conformément aux normes précisées.	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	(c) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des activités de maintenance corrective doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d'apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(d) L'entrepreneur doit effectuer les inspections de sécurité des véhicules du groupe II, conformément à la norme 11b du Code canadien de sécurité et au Code de la route, Règlement de l'Ontario 80/11.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va effectuer les inspections de sécurité conformément aux normes précisées.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de maintenance corrective et d'inspection. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(c) Si, pendant les inspections ou la maintenance corrective approuvée, on s'aperçoit que des travaux supplémentaires imprévus doivent être effectués en rapport avec le véhicule, l'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai de tout travail supplémentaire, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).	du coût de la réparation en question.	
	(d) L'entrepreneur doit fournir une garantie d'un an ou 20 000 km (le premier des deux prévalant) suite à la livraison du véhicule réparé au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il fournira la garantie précisée.	
4.2.3	Catégorie de service VII – Tests antipollution		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit détenir une certification du programme Air pur du ministère de l'Environnement qui précise que ses installations sont autorisées à effectuer des tests antipollution des véhicules du groupe II, conformément au programme Air pur du ministère de l'Environnement.	Le offrant doit présenter une copie de la certification valide du programme Air pur du ministère de l'Environnement.	
	(b) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des activités de test antipollution doivent détenir un certificat de qualification en règle ou être inscrites à titre d'apprenties et être supervisées par une personne qui détient un certificat de qualification en règle, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de qualification du personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des tests antipollution. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH)	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(c) Si, pendant les tests antipollution du ministère de l'Environnement, on s'aperçoit que des travaux doivent être effectués en rapport avec le véhicule afin de réparer un ou des systèmes pour que le dispositif antipollution respecte les limites imposées, l'entrepreneur doit demander des directives au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) au sujet de la réparation.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il va demander des directives dans les cas où des travaux de réparation supplémentaires, selon ce qui est précisé.	
	(d) Si l'entrepreneur qui a effectué le test antipollution dispose de l'installation et de l'équipement pour exécuter les travaux de réparation, il doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une description écrite du travail en question, ainsi qu'une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux supplémentaires. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'une fois qu'il a reçu l'autorisation de procéder (voir ci-dessus).	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai de tout travail supplémentaire, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
4.2.4	Catégorie de service VIII – Carrosserie et peinture		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit posséder une installation de réparation de carrosserie automobile commerciale pouvant réparer les véhicules du groupe II, qui offre des services depuis au moins cinq ans.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il possède une installation de réparation de carrosserie automobile commerciale pouvant réparer les véhicules du groupe II qui sont en service depuis au moins cinq ans.	
	(b) L'entrepreneur doit être en mesure d'effectuer des réparations de plastique et de fibre de verre.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il est en mesure d'effectuer des réparations de plastique et de fibre de verre.	
	(c) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour	Le offrant doit présenter des copies des certificats de	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	L'exécution des travaux de carrosserie doivent détenir une reconnaissance professionnelle de réparateur de carrosserie automobile et de dommages résultant d'une collision, cat. 1, ou de réparateur de carrosserie automobile, cat. 2, conformément à la <i>Loi de 1998 sur l'apprentissage et la reconnaissance professionnelle</i> de la province d'Ontario.	reconnaissance professionnelle de réparateur de carrosserie automobile et de dommages résultant d'une collision, cat. 1, ou de réparateur de carrosserie automobile, cat. 2, pour le personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(d) Les personnes désignées par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux de peinture doivent avoir suivi le cours d'apprentissage de peintre de carrosserie à un établissement de formation reconnu.	Le offrant doit présenter des copies des certificats de l'apprentissage de peintre de carrosserie pour le personnel qui doit effectuer les réparations en vertu du contrat.	
	(e) L'entrepreneur doit détenir un certificat d'autorisation valide du ministère de l'Environnement de sa cabine de peinture au pistolet de finition d'automobile, conformément à la <i>Loi sur la protection de l'environnement</i> du ministère de l'Environnement, article 9.	Le offrant doit présenter une copie d'un certificat d'approbation valide de sa cabine de peinture au pistolet de finition d'automobile.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des travaux de carrosserie et de peinture. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	
	(c) L'entrepreneur doit garantir les travaux de carrosserie et de	Le offrant doit présenter une attestation écrite	

Point	Exigence	Preuve de conformité	Conforme (O ou N)
	peinture pendant un an à partir de la livraison du véhicule au représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé au moment de l'attribution du contrat), sauf les travaux de réparation de la corrosion, qui sont pris en compte par la garantie générale de l'entrepreneur au sujet des travaux exécutés.	indiquant qu'il fournira la garantie précisée.	
4.3	<u>Véhicules des groupes I et II</u>		
4.3.1	Catégorie de service IX – Traitement anticorrosion à jet d'huile		
	Les exigences obligatoires sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit être en mesure d'effectuer un traitement anticorrosion conforme à la norme sur le traitement au brouillard salin de 12 heures ASTM B117.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il est en mesure d'effectuer un traitement anticorrosion, selon ce qui est précisé.	
	Les exigences quant au rendement de l'exécution des travaux sont indiquées ci-dessous.		
	(a) L'entrepreneur doit prendre possession et livrer le véhicule aux moments convenus avec le représentant autorisé de l'unité (qui sera précisé à l'attribution du contrat). Les conducteurs de l'entrepreneur doivent détenir un permis de conduire provincial en cours de validité qui correspond au véhicule à conduire.	Le offrant doit présenter une attestation écrite du respect de cette condition.	
	(b) L'entrepreneur doit présenter au représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat) une estimation du coût et de la date d'achèvement des traitements à jet d'huile. Les estimations de plus de 1 000 \$ (sans la TVH) doivent être présentées par écrit. Pour pouvoir commencer un travail, l'entrepreneur doit recevoir une autorisation écrite à cet égard, selon les critères suivants : i. Maximum 5 000 \$ – autorisation écrite du représentant autorisé de l'unité (qui sera indiqué au moment de l'attribution du contrat). ii. Plus de 5 000 \$ – autorisation écrite de l'AP.	Le offrant doit présenter une attestation écrite indiquant qu'il communiquera les estimations de coût et de délai, selon ce qui est précisé, et qu'il n'effectuera aucun travail tant qu'il n'aura pas reçu une autorisation écrite au sujet du coût de la réparation en question.	

## Annexe C – Offre financière

### Instructions:

- 1- Remplissez seulement les catégories pour lesquelles vous voulez soumettre une offre.
- 2- Les catégories « I et II » ainsi que « V et VI » seront évaluées ensemble et doivent donc être remplies ensemble pour qu'une offre dans ces catégories soit valide. Veuillez consulter la **Partie 4 Section 2** du document de DOC pour plus de détails.

<b>Groupe I</b>							
	<b>Catégorie I</b>		<b>Catégorie II</b>		<b>Catégorie III</b>	<b>Catégorie IV</b>	
Manufacturiers	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (%)	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (%)	Coût par véhicule (\$)	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (%)
Ford					_____	_____	_____
General Motors							
Crysler/Dodge							
Honda							
Toyota							
Nissan							
Hyundai							
<b>Groupe II</b>							
	<b>Catégorie V</b>		<b>Catégorie VI</b>		<b>Catégorie VII</b>	<b>Catégorie VIII</b>	
Manufacturiers	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (% off list price)	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (% off list price)	Coût par véhicule (\$)	Main d'œuvre: Taux Horraire (\$)	Escompte Pieces (% off list price)
International					_____	_____	_____
Kenworth							
Detroit							
Volvo							
<b>Groupe I &amp; II</b>							
	<b>Catégorie IX</b>						
Manufacturiers	Coût par véhicule (\$)						
Tous							

## **Annexe D – Exigences en matière d'assurances**

### Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action

intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

#### Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
  - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
  - c. Garantie non-assurance des tiers;
  - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - e. FMPO/SEF/FAQ n° 3 - Avenant relatif à la conduite d'automobiles de l'État;

#### Assurance responsabilité civile des garagistes

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des garagistes d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile des garagistes doit comprendre les éléments suivants:
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
  - b. Responsabilité civile pour des dommages causés au véhicule du client lorsque l'assuré en a la charge, la garde ou le contrôle comprenant une couverture complète avec collisions et dommages (y compris le vol dans les terrains non clôturés).
  - c. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

1. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.